

Preira, Daniel Didier (Sénégal/France)

(Original : anglais)

Énoncé des qualifications

Informations personnelles

Date de naissance : le 19 avril 1959

Nationalité : Sénégalaise et française

Cursus universitaire

Université de Dakar, Sénégal

Juillet 1984 : Maîtrise en droit privé, avec Félicitations

Juillet 1983 : Bachelor en droit privé

Octobre 1982 : Diplôme en droit général, 2

Octobre 1980 : Diplôme en droit général, 1

Formation (sélection)

Juin 2008 : Formation approfondie en rédaction juridique et administrative (Sciences Po, programme de formation continue) ;

Janvier 2007 : Formation en techniques de négociations et tactiques de négociation difficile (*Program On Negotiation* de l'École de droit de Harvard).

Association professionnelle

Depuis 1985 : Avocat et conseiller juridique, membre en règle de l'Association du Barreau sénégalais ;

Langues

Connaissance courante du français, de l'anglais et du wolof ;

Connaissances de base en espagnol et en portugais ;

Historique de carrière

Depuis octobre 2008 : Cour pénale internationale, La Haye.

Greffier adjoint

En tant que Greffier adjoint de la Cour, j'aide le Greffier à anticiper, planifier, guider et évaluer le travail du Greffe à tous les niveaux, dans ses prestations de service, et dans la préparation du budget annuel de la Cour. Je fournis des conseils de politique générale au Greffier, à sa demande, sur tous les aspects relatifs au mandat du Greffe. Je fournis des conseils de gestion et d'organisation à l'organe du Greffe. À cet égard, j'ai mené un projet aux fins d'instituer un système solide de contrôle de gestion au Greffe ; le projet est actuellement aux premières phases de sa mise en place. En tant que conseiller juridique principal du Greffier, je dirige, supervise et contrôle le travail de la section des Avis juridiques du Greffe, afin de fournir un service de conseils juridiques unifié au Greffe et aux autres organes de la Cour ; de garantir une cohérence juridique dans l'application et l'interprétation de tous les instruments constitutifs de la Cour et du droit international en général ; et ainsi de protéger les intérêts juridiques de la Cour et de son personnel en réduisant les risques d'exposition juridique de la Cour et de son Greffe. Je représente le Greffier à l'intérieur comme à l'extérieur du Greffe dans tous

les domaines relevant de ses compétences ; je dirige, préside et/ou participe à de nombreux groupes de travail à l'intérieur du Greffe ou inter-organes, et à des sessions spéciales sur différents thèmes allant de la restructuration et de l'efficacité de l'organe jusqu'aux stratégies de la Cour – concernant par exemple les victimes, notamment le rôle des intermédiaires ; examen des textes juridiques de la Cour correspondants ou gestion de la crise *ad hoc* ;

Au nom du Greffier, je conduis certaines initiatives afin de renforcer la coopération et mieux faire connaître et soutenir la Cour pénale internationale grâce aux sommets régionaux et sommets nationaux spécifiques organisés, entre autres, à Tunis (Tunisie), Dakar (Sénégal) et Yaoundé (Cameroun) ;

Août 2004-septembre 2008 : Cour pénale internationale, La Haye ;

Chef de la Division de l'aide aux victimes et des conseils (DVC) ;

J'ai dirigé, supervisé et contrôlé le travail de la Section de la participation et de l'indemnisation des victimes, ainsi que l'ancienne Section d'appui à la défense (rebaptisée Section d'appui aux conseils) dans l'accomplissement des tâches de la Division, conformément aux textes juridiques de la Cour et aux politiques internes correspondantes. Au cours de mon mandat à la tête de la Division, j'ai accompagné et assuré l'évolution, la croissance et le bon développement de ces deux bureaux. J'ai conçu et géré des politiques, des systèmes et procédures afin de traiter efficacement les demandes de participation des victimes dans les procédures judiciaires, ainsi que les indemnisations, conformément aux dispositions légales en vigueur. J'ai également conçu et géré des politiques, systèmes et procédures pour la mise en œuvre du système d'aide juridique de la Cour, d'une manière qui soit à la fois consciente, d'un point de vue économique, du besoin de gérer judicieusement les fonds publics, tout en s'accordant pleinement avec les besoins objectifs des bénéficiaires du système. J'ai fourni des conseils juridiques, procéduraux ou autres au Greffier de manière à résoudre des problèmes juridiques de fond ou de procédure liés à des questions concernant la défense ou les victimes ; j'ai représenté le Greffier devant les Chambres sur des questions connexes, en fonction des exigences ;

J'ai communiqué et collaboré avec différents partenaires et acteurs afin d'encourager et de faciliter la coopération ; j'ai assuré la liaison avec le Bureau du Conseil public pour la défense, et le Bureau du Conseil public pour les victimes de manière à assurer des services juridiques de qualité aux personnes indigentes, suspectes ou accusées, ainsi qu'aux victimes ; j'ai supervisé la gestion et l'organisation du séminaire annuel de la Cour pénale internationale et de programme de formation pour les conseils, j'ai été admis à figurer sur la liste des conseils de la Cour, avec la participation d'environ 200 personnes représentant la profession juridique, des associations juridiques nationales et internationales et des experts des tribunaux et cours spéciales *ad hoc*.

J'ai supervisé toute l'aide fournie par la Division aux représentants légaux des victimes et aux équipes de défense engagées dans des procédures devant la Cour, et encouragé au dialogue et à la coopération les membres des professions juridiques et les barreaux nationaux ou internationaux. J'ai conduit et participé à la formulation et à la mise en œuvre de politiques visant à une meilleure performance et satisfaction du personnel, ainsi qu'à une régulation de la conduite du personnel ; j'ai présidé le Conseil consultatif de discipline ; supervisé la création des organes disciplinaires de la Cour pour les conseils externes ;

Décembre 2003-août 2004 : Tribunal pénal international pour le Rwanda, Tanzanie ;

Officier responsable de la Section du Conseil de la défense et de la détention ;

En tant qu'officier responsable de la Section du Conseil de la défense et de la détention, j'avais pour charge l'ensemble du contrôle juridique des Centres de détention des Nations Unies (CDNU), ainsi que du Service des conseils de

la défense. Dans mes fonctions, je me suis occupé, entre autres, de mener la gestion quotidienne de la Section ; en déterminant les priorités à mettre en place et s'inscrivant dans la stratégie d'ensemble définie par le Greffier et le Greffier adjoint ; en conseillant et en proposant des orientations au Greffier adjoint et/ou au Greffier sur des questions juridiques complexes dans le domaine de la défense ou de la détention ; j'ai rédigé des documents juridiques pour le Greffier et/ou pour le Greffier adjoint ; représenté le Greffier devant les Chambres ou la Présidence en fonction des exigences ; développé et conservé la liaison avec des associations représentatives d'avocats ou de conseillers juridiques : la section sœur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les représentants des États membres sur le programme d'aide juridique ; conseils de défense et questions liées à la détention. J'ai assuré la gestion du développement et de la mise en œuvre du plan de travail de la Section ; consulté et supervisé le chef adjoint de la Section et le commandant des Centres de détention des Nations Unies, qui étaient responsables de la gestion quotidienne des deux unités de la Section ; je me suis assuré que les liens hiérarchiques étaient clairement connus et respectés ; j'ai fourni des conseils efficaces dans le domaine des orientations générales ; services de soutien juridique et budgétaire au Greffier, fondé sur les résultats ;

Avril 1999-novembre 2003 : conseiller juridique et directeur adjoint du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Tanzanie ;

Section du conseil de la défense

J'ai assisté le Directeur de la Section dans la gestion opérationnelle quotidienne de la Section ; préparé et conduit à terme des mémoires juridiques en vue de leur soumission par la Section au Greffier adjoint et/ou au Greffier. J'ai vérifié la conformité des Centres de détention des Nations Unies avec les exigences juridiques du Statut, les règles de détention et les normes minimales internationales ; représenté la Section devant les Chambres / le président en fonction des exigences ; supervisé l'évaluation, la certification et l'approbation des horaires de travail et des demandes de paiement des équipes de défense ; préparé le budget de la Section ; assuré la liaison avec le directeur de la Section et, sur sa demande, avec le Greffier adjoint sur tous les aspects du travail de la Section ; j'ai supervisé le travail des subordonnés ;

Avril 1988-avril 1999 : Konate et Preira, Sénégal

Associé principal

Avocat et conseiller juridique expérimenté, ayant plus de dix années de pratique et d'expérience; j'ai plaidé avec succès pour des clients nationaux et étrangers devant des juridictions – à tous les niveaux – nationales et étrangères dans des affaires criminelles, civiles et commerciales ; j'ai représenté des accusés poursuivis par des tribunaux pénaux au Burundi pour des chefs d'accusation identiques à ceux qui relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale ; j'ai plaidé et négocié avec succès pour des résultats favorables garantis et de fortes sommes d'argent ;

Janvier 1985-avril 1988 : Cabinet Clément Paul Bruce Benoist, Sénégal

Avocat stagiaire associé

Sous la direction d'un associé expérimenté du bureau d'avocats, j'ai mené des recherches dans le domaine du droit et rédigé des documents juridiques dans des affaires civiles, criminelles et commerciales. Au nom de l'associé du bureau d'avocats et sous sa responsabilité, j'ai plaidé avec succès pour des clients devant des juridictions nationales et étrangères dans des affaires criminelles, civiles et commerciales ; ayant été confronté à tous les aspects de la pratique d'un avocat et d'un conseiller juridique, j'ai acquis une grande expérience ; j'ai acquis une expérience pratique dans le domaine du

contentieux ; j'ai participé à divers procédures, motions, négociations en vue d'un règlement, procès préliminaires et procès ;

Distinctions

Novembre 1992 : 3^e Prix : « Prix du Jeune Barreau belge », concours d'Éloquence ;

Septembre 1991 : 1^{er} Prix : « Grand Prix des Secrétaires de la Conférence du stage du Barreau de Paris », concours d'Éloquence ;

Septembre 1990 : 6^e Prix : « Grand prix de la Francophonie », concours d'Éloquence ;

Septembre 1990 : 2^e Prix : Concours international de plaidoirie sur les Droits de l'homme, organisée par l'Association du Barreau de Caen.

Publications (sélection)

Décembre 2012 : *Statut de Rome de la Cour pénale internationale : Commentaire article par article*. En préparation. J'ai rédigé plusieurs articles sur le Statut de Rome, notamment les Articles 55, 63 et 67.1(d) du Statut de Rome. Cet ouvrage de référence – le premier dans son genre dans le monde francophone – est piloté par le Centre Thucydide et le Centre de recherche sur les Droits de l'homme et le Droit humanitaire, université de Paris II Panthéon-Assas/Éd. A. Pedone.

Novembre 2009 : R. Dixon, Adrian Fulford et K. Khan (éd.) *Archbold, International Criminal Courts, Practice, Procedure and Evidence*, 3^e éd. 2008, Sweet and Maxwell – rédaction du chapitre 20 ;

Août 2008 : *A Call to the Legal Profession: a Partnership with the International Criminal Court in the Quest of Justice, Peace and Security in the African Continent*, Journal du Barreau d'Afrique du Sud.

Conférences (sélection)

J'ai participé tout au long de ma carrière à d'innombrables séminaires et conférences en tant qu'intervenant, sur des sujets allant du droit pénal et du litige commercial jusqu'au droit pénal international, la pratique des tribunaux *ad hoc* et de la Cour pénal internationale, et plus particulièrement le Greffe et ses différentes fonctions ;

- Sur invitation, j'ai été instructeur pour un Barreau sénégalais, à Dakar (Sénégal), sur la question de la responsabilité professionnelle et de la déontologie, ainsi que sur la plaidoirie orale et les compétences oratoires ;
- Sur invitation, j'ai donné une conférence sur le renforcement des capacités juridiques nationales au Rwanda, dans le cadre des rencontres annuelles de l'Association du Barreau rwandais, décembre 2009.

Compétences informatiques

MS Word, MS Publisher, WP, Access, Excel, PowerPoint, Internet, TRIM, LiveNote, Casemap, Case-Matrix et Ringtail Legal.

Bases de données juridiques

Lexis-Nexis et Quicklaw ; Westlaw/eCarswell ; Jurisprudence Express, ICTY-JDB ; outils juridiques de la Cour pénal internationale.
